

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION

Opération : Mise à 2x2 voies de la RN 164 Guerlédan - VRD OUEST

Client : MINISTERE DE L'ECOLOGIE
Adresse des travaux : RN 164
22530 GUERLEDAN

Aff. N° : C-RECS-2025-30-255041
Opération de catégorie : Niveau 3

CSPS : Aurélien NICOLAS
Mail : aurelien.nicolas@btp-consultants.fr

Agence : Agence Rennes
ZAC de la Conterie 2 - Bât A - 2ème étage
10 rue Léo Lagrange
35131 CHARTRES DE BRETAGNE
Fixe : +33299788870

Initié le : 29/06/2025
Date de mise à jour : 20/07/2025



Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	29/06/2025		Aurélien NICOLAS	Conception
1	18/07/2025	MAJ PGC DUREE CHANTIER	Aurélien NICOLAS	Réalisation
2	20/07/2025	MAJ REMARQUE MOA	Aurélien NICOLAS	Réalisation

Sommaire

Renseignements administratif	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS	4
1. Particularités de l'opération	4
2. Rapports de sol	5
3. PIC	5
4. Réseaux	6
5. Installations de chantier	10
6. Circulations piétons et véhicules	18
7. Stockage	22
8. Évacuation des déchets et matériaux	23
9. Manutention, appro et levage	24
10. Protections Collectives	25
11. Spécificités complémentaires	26
12. Secours	27
13. Autres sujets	28
Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent	30
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	30
2. Modalités d'interventions	30
3. VIC - P.P.S.P.S.	31
4. Accueil sur site et formation	31
5. Modalités de coopération	31
6. Enchaînement des tâches	32
7. Travaux superposés	32
8. Visite et courrier des Organismes	32
9. Non-respect du Code du Travail	32
10. Autres mesures générales	33
Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)	34

Renseignements d'ordre administratif**1. Description sommaire de l'opération**

Mise à 2x2 voies de la RN 164 Guerlédan - VRD OUEST

2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 5 mois
- Démarrage prévisionnel : 2026
- Effectif prévisionnel : -

3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie **3**

4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :

Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	Défrichements et déboisements	-	-

5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	DREAL BREATGNE	10 Rue Maurice Fabre 35065 - RENNES	Nathalie GOURTAY	nathalie.gourtay@developpement- durable.gouv.fr
Maitre d'Ouvrage	DREAL BREATGNE	10 Rue Maurice Fabre 35065 - RENNES	Patrick GOMI	patrick.gomi@developpement- durable.gouv.fr
Maitre d'Ouvrage	DREAL BREATGNE	10 Rue Maurice Fabre 35065 - RENNES	Sarah HARRAULT	sarah.harrault@developpement- durable.gouv.fr
Maitre d'Œuvre	DIR OUEST / SIR RENNES	10 rue Maurice FABRE 35065 - RENNES CEDEX	Cyrille REGNIER	cyrille.regnier@developpement- durable.gouv.fr
Maitre d'Œuvre	DIR OUEST / SIR RENNES	10 rue Maurice FABRE 35065 - RENNES CEDEX	Adrien LEMARCHAND	adrien.lemarchand@developpement- durable.gouv.fr
Maitre d'Œuvre	DIR OUEST / SIR RENNES	10 rue Maurice FABRE 35065 - RENNES CEDEX	Yannick GALARD	+33617588199 yannick.galard@developpement- durable.gouv.fr

Qualité	Organismes	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Conseiller en prévention	OPPBTP 35	18-20 rue Bahun Rault 35000 - RENNES	ACCUEIL	bretagne@oppbtp.fr
Ingénieur en prévention	CARSAT BRETAGNE	236 rue de Chateaugiron 35030 - RENNES Cedex	Vincent HURDIEL	+33676930567 vincent.hurdiel@carsat- bretagne.fr
Inspecteur du travail	DREETS 22	1-3 boulevard Edouard Prigent 22000 - Saint-Brieuc	///	ddets-uc2-7@cotes- darmor.gouv.fr

Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

1. Particularités de l'opération

Contraintes spécifiques

CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Le plan d'installation de chantier devra reprendre les renseignements concernant les accès de chantier:

Accès chantier : Portail et portillon d'accès sur zone du Rossuliet,

Gardiennage : Mise ne place d'un gardiennage 24Hsur 24 avec contrôle d'accès

Lot chargé: Défrichements et déboisements

Disposition en cas de litige ou défaillance:

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des accès par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

Autorisations administratives

Avant le démarrage de l'opération, le Maître d'ouvrage devra s'assurer d'avoir les documents :

- Occupation du domaine public/ Domaine concessionnaire
- Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise
- Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise
- Raccordement aux réseaux publics
- Installation de grue et de survol (Interdiction de survol en charge sur la voie publique, cela doit figurer sur le plan d'installation de chantier).

INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE:

La signalisation temporaire de chantier sur la voirie locale, au droit du chantier, sur les trajets, les accès des riverains, des piétons et toutes les voies de circulation ouvertes au public sera réalisée et entretenue par l'entrepreneur, Elle sera agréée par les représentants de la Maîtrise d'œuvre ou des mairies concernées. Le survol par des charges en élévation, l'empiétement des itinéraires piétons et voies de circulation ouverte au public est interdit.

- Zone de stationnement véhicules pour les réunions de chantier (si extérieur) respect du code de la route.
- Si le coffret d'alimentation électrique est sur voie publique celui ci devra être sécurisé.
- Délimitation de la zone de chantier par une clôture fermée, si celle ci seront sur la voie publique : demande d'arrêté .
- Mettre des panneaux chantier interdit au public

SIGNALISATION :

- Signalisation de chantier en adéquation avec la réglementations du code de la route.

Implantation:

Périphérie du chantier Selon plan d'implantation fourni par le lot Défrichements et déboisements

SIGNALISATION :

- Signalisation de chantier en adéquation avec la réglementations du code de la route.

Implantation:

Périphérie du chantier selon plan d'implantation fourni par le lot GROS-OEUVRE

2. Rapports de sol

Étude géotechnique

Type de mission : A transmettre

Diagnostic établi par :

Le

N° du rapport :

Recommandations de l'étude :

Se rapporter au document

3. PIC

Plans d'installation de chantier

Particularités :

Prestation à la charge du lot Défrichements et déboisements :

A transmettre par le lot Défrichements et déboisements selon le descriptif ci-dessus et mise à jour à l'avancement de l'opération.

Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS et Maître d'œuvre.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) .

- L'implantation de la base vie.
- Délimitation de la zone de chantier par une clôture fermée.
- Les flux circulations des véhicules et des piétons dissocier (Accès chantier et zone de travaux).
- Zone de stationnement véhicules et engins de chantier et véhicules pour les réunions de chantier.
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'aire de stockage (surface pour chaque corps d'état).
- Position des bennes.
- Mettre l'implantation d'alimentation des différents réseaux enterrés ou aériens.
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repliement ;
- Implantation de la grue avec les zones de survols autorisés et non autorisés.
- Mettre des panneaux chantier interdit au public.
- Localiser l'aire de lavage pour les roues des engins et toupies.
- L'aire de retournement pour les véhicules.
- Signalétiques extérieures au chantier.
- Indiquer les points de rassemblements en cas d'évacuation.

Il sera à mettre à jour par le lot Défrichements et déboisements à l'avancement du chantier jusqu'à la réception. Il devra le diffuser aux différentes entreprises intervenantes et l'afficher sur le chantier.

Afin de limiter le stationnement mais aussi dans une démarche environnementale l'entreprise doit intégrer dans ses contrats de sous-traitance un texte d'incitation aux déplacements en covoiturage sachant que le stationnement en dehors de la zone chantier ne sera pas autorisé et le stationnement sauvage est interdit.

4. Réseaux

DICT

Particularités :

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseauxet-canalisations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires : lot Défrichements et déboisements

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer

Généralités :

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;

b) avant l'exécution des travaux :

- soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,
- soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS
- soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.

c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation

d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;

e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;

f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;

g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;

h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;

i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;

j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :

- de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
- des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :

- les récépissés de DICT
- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour;
- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

INFORMATION DICT :

- Le délai de validité d'une DICT est de 3 mois
- Si la durée des travaux dépasse les 6 mois la DICT sera à renouveler
- Si vous avez une interruption de travaux supérieure à trois mois la DICT sera à renouveler
- Les procédures réglementaires de terrassement sur les réseaux devront être respectées
- Le repérage des réseaux et le marquage au sol devra être réalisé avant le début des terrassements



TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES CANALISATIONS ET OUVRAGES ELECTRIQUES RECOMMANDATIONS TECHNIQUES ET DE SECURITE

Conditions pour déterminer si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages Electriques

Pour Enedis, les travaux sont considérés à proximité d'ouvrages électriques lorsque :

- ils sont situés à moins de **3 mètres** de lignes électriques aériennes de tension inférieure à 50 000 volts ;
- ils sont situés à moins de **1,5 mètre** de lignes électriques souterraines, quelle que soit la tension.

ATTENTION

Pour la détermination des distances entre les "travaux" et l'ouvrage électrique, il doit être tenu compte :

- des mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe) ;
- des engins ou de chutes possibles des engins utilisés pour les travaux ;
- des mouvements, mêmes accidentels, des charges manipulées et de leur encombrement ;
- des mouvements, déplacements et balancements des câbles des lignes aériennes.

Principes de prévention des travaux à proximité d'ouvrages électriques

Si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages électriques, comme précisé ci-dessus, vous devez respecter les prescriptions **des articles R 4534-107 à R 4534-130 du code du travail**.

1- Compte tenu qu'Enedis est placé dans l'obligation impérieuse de limiter les mises hors tension aux cas indispensables pour assurer la continuité de l'alimentation électrique, compte tenu également du nombre important de travaux effectués à proximité des ouvrages électriques et de leur durée, votre chantier pourra se dérouler en présence de câbles sous tension. Dans ce cas, **en accord avec le chargé d'exploitation avant le début des travaux**, vous mettrez en œuvre l'une ou plusieurs des mesures de sécurité suivantes :

- avoir dégagé l'ouvrage exclusivement par sondage manuel ;
- avoir balisé la canalisation souterraine et fait surveiller le personnel par une personne compétente ;
- avoir balisé les emplacements à occuper, les itinéraires à suivre pour les engins de terrassement, de transport, de levage ou de manutention ;
- avoir délimité matériellement la zone de travail dans tous les plans par une signalisation très visible et fait surveiller le personnel par une personne compétente ;
- avoir placé des obstacles efficaces pour mettre l'installation hors d'atteinte ;
- avoir fait procéder à une isolation efficace des parties sous tension par le chargé d'exploitation ou par une entreprise qualifiée en accord avec le chargé d'exploitation ;
- avoir protégé contre le rayonnement solaire les réseaux souterrains mis à l'air libre et faire en sorte de ne pas les déplacer, ni de marcher dessus ;
- appliquer des prescriptions spécifiques données par le chargé d'exploitation.

2- Si toutefois après échange avec l'Exploitant vos travaux sont incompatibles avec le maintien sous tension des réseaux, nous procéderons à une étude complémentaire et éventuellement à la mise en œuvre de la solution trouvée (sous réserve que cela n'impacte pas le réseau et les clients). Vous devrez par ailleurs avoir obtenu du chargé d'exploitation un Certificat pour Tiers pour l'ouvrage concerné avant de débiter vos travaux.

**En cas de dommages aux ouvrages appelez le 01 76 61 47 01 et uniquement dans ce cas
NE JAMAIS APPROCHER UN OUVRAGE ENDOMMAGE**

Électricité de chantier de base

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Défrichements et déboisements
Emplacement de l'armoire principale sera désigné sur le PIC

Généralités :

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

Disposition en cas de litige ou défaillance.

Le lot électricité devra préalablement aux travaux de dépose, la neutralisation et l'évacuation de toutes les installations électriques inutilisées (câbles, équipements électriques) dans les zones démolies et remaniées en respectant le phasage des travaux. Les installations de chantier devront aussi être reliés à la terre coffret chantier principal, coffrets de distribution, grue à tour, zone de cantonnement...

Alimentation principale : Sera installé dès le début du chantier par le lot Défrichements et déboisements

Armoire générale : Sera installé dès le début du chantier par le lot Défrichements et déboisements

Alimentation cantonnement : Sera installé dès le début du chantier par le lot Défrichements et déboisements

L'entreprise titulaire du lot des installation de chantier devra respecter les règles d'éclairages suivants:

BASE VIE:

Règle d'éclairage:

- Le niveau d'éclairage sera conforme:
 - > Locaux vestiaires et sanitaires: 40 lux
-

Eclairage des zones extérieures: Cheminement entre le cantonnement et les postes de travail, déplacements horizontaux et verticaux dans la zone de chantier seront à la charge du lot Gros œuvre:

ECLAIRAGE CIRCULATION VERTICALE EXTERIEURE:

Règle d'éclairage:

- Le niveau d'éclairage sera conforme:
- > Circulations extérieures : 10 lux Voies de
- > Circulation intérieure: 40 lux
- > Escaliers : 60 lux

Planification:

- A l'avancement du chantier

ECLAIRAGE CIRCULATION HORIZONTALE EXTERIEURE:

Règle d'éclairage:

- Le niveau d'éclairage sera conforme:
- > Circulations extérieures : 10 lux Voies de
- > Circulation intérieure: 40 lux
- > Escaliers : 60 lux

Planification:

- A l'avancement du chantier
-

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Un exemplaire du procès verbal de vérification de l'installation électrique devra être fourni au coordonnateur SPS.

Eau potable de chantier de base

Particularités :

Entreprise titulaire du lot Défrichements et déboisements

Généralités :

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux des lots terrassement et gros-œuvre, de l'aire de nettoyage des bennes, de la centrale à béton, ainsi que l'aire de lavage/de nettoyage des roues de véhicules.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

Téléphone de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TCE

Généralités :

TELEPHONE URGENGE :

Localisation:

- Si mise en place, indiquer la position sur le PIC.

Disposition particulière:

- En l'absence d'un téléphone d'urgence, chaque entreprise doit disposer d'un téléphone portable

Signalisation :

- Si mise en place d'un téléphone d'urgence, signaler la position par affichage sur la porte du bungalow

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du poste téléphonique,

5. Installations de chantier

Clôtures de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Défrichements et déboisements

Les limites de l'opération est définie en amont par le PIC. Seront mises en œuvre dès le démarrage des travaux.

Généralités :

CLOTURE DE CHANTIER:

Nature:

- Type "HERAS" boulonnées entre elles et stabilisées / En bardage plein et jointif sur plots béton.

Implantation :

- Périphérie du chantier Selon plan d'implantation fourni par le lot Défrichements et déboisements

PORTAIL ET PORTILLON

Nature:

- Portail véhicule fixe sur poteau. Portillon piéton distinct.

Implantation :

- Périphérie du chantier Selon plan d'implantation fourni par le lot Défrichements et déboisements

Accès piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot Défrichements et déboisements

Zone d'accueil des piétons à l'entrée du chantier. Les flux piétons doivent être dissociés du flux véhicules.

Mise en place d'un portillon d'accès sécurisé pour les piétons

Généralités :

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Empiècement des voies de circulation stable et compact afin d'éviter les risques de chute de plain-pied.

Un badge d'accès pourra être mis en place pour accéder au chantier.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des accès par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

Cantonnements

Particularités :

Entreprise titulaire du lot Défrichements et déboisements

Généralités :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows.

- dans des roulottes autonomes, permettant d'accueillir chacune 4/6 personnes ;
- dans une partie des locaux existants, dans l'emprise ;
- dans des locaux existants, hors emprise ;
- dans une partie des locaux ayant fait l'objet des travaux, après réception partielle.

*** SANITAIRES**

1 cabinet et un urinoir pour 20 personnes et 1 point d'eau pour 10 personnes plus un sanitaires pour les femmes

L'eau sera potable, à température réglable.

Installation de sanitaires complémentaires en cas de dépassement d'effectif pourra être installé conformément au code du travail. Il pourra être mis en place à proximité des zones de travaux.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Pour les chantier inférieure à 4 mois:

L'article R4228-11 du Code du travail impose que, sur les lieux de travail, les sanitaires soient « équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique ». Les WC autonomes sans chasse d'eau et les toilettes sèches ne répondent pas à cette définition et ne peuvent donc pas être conseillés.

si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

*** REFECTOIRES**

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base d' un effectif de pointe de 1 lot et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

*** VESTIAIRES**

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base d' un effectif de pointe de 1 lot, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

*** DOUCHES**

Si la réalisation de travaux salissant il faudra prévoir 1 douche pour 8 personnes et une douche pour le personnel féminin

Elles seront chauffées.

L'eau sera potable, à température réglable.

*** SALLE DE REUNION**

Dimensionné suffisamment

Les tables, chaises, seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

La salle sera chauffée.

*** LAVAGE BOTTE**

Au droit du cantonnement.

Brosses avec alimentation en eau.

IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE STOCKER DES MATERIELS, MATERIAUX DANS DES CANTONNEMENTS. METTRE EN PLACE DES CONTAINERS DE STOCKAGE.

La signalétique d'accès aux locaux base vie et salle de réunions.

La signalétique d'accès aux sanitaires accessibles aux personnels de chantier, suivant phasage et organisation des travaux.

La signalisation d'interdiction de fumer dans la base vie.

L'entreprise titulaire du lot GROS-OEUVRE doit, pendant toute la durée du chantier, l'ensemble des signalétiques et balisages nécessaires du chantier y compris leur maintien en bon état. Cette prestation comprend notamment :

La signalétique d'accès aux locaux base vie et salle de réunions.

La signalétique d'accès aux sanitaires accessibles aux personnels de chantier, suivant phasage et organisation des travaux.

La signalisation d'interdiction de fumer dans la base vie.

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Equipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - ininflammables - à double compartiment - munies de serrure ou cadenas
Lavabos		<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Eclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur - Evacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1 ^{er} Secours	Boite de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

Protections contre l'incendie

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TCE

Généralités :

AVEC FLAMME OU A POINT CHAUD

Localisation:

- Toutes les zones

Lot concerné:

- Toutes les entreprises qui peuvent produire un point chaud.

Sécurisation.

-Avoir un extincteur vérifié, conforme adapté à proximité de la zone de travaux (si les travaux sont dans une zone en exploitation, l'entreprise concernée devra réaliser un permis feu avec l'exploitant) L'utilisation de l'extincteur se fait par du personnel formé.

Le permis feu ne rentre en rien dans le cadre de la mission SPS.

Nettoyage des cantonnements

Particularités :

Entreprise titulaire du lot Défrichements et déboisements

Nettoyage régulier à faire. Les locaux base-vie devront être propres en permanence.

Généralités :

Nettoyage quotidien de la base vie :

Le lot Défrichements et déboisements devra le nettoyage quotidien (tous les jours) de la base vie du chantier (sanitaires, réfectoires, vestiaire) pour toute la durée du chantier avec feuille d'émargement pour contrôler la bonne exécution de l'entretien demandé. Cette prestation pourra être réalisée par une société tierce en sous-traitance du lot Défrichements et déboisements.

Sur simple constat, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigé) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - ininflammables - à double compartiment - munies de serrure ou cadenas
Lavabos		<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p><u>Si moins de 25 travailleurs</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p><u>Si 25 travailleurs au moins</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1^{er} Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

🇫🇷 République Française. Liberté, Égalité, Fraternité.

🇫🇷 Accueil Légifrance.fr - le service public de la diffusion

Code du travail

Code du travail

Version en vigueur au 04 novembre 2021

Partie réglementaire (Articles R1111-1 à R8323-1)
Quatrième partie : Santé et sécurité au travail (Articles R4121-1 à R4822-1)
Livre V : Prévention des risques liés à certaines activités ou opérations (Articles R4511-1 à R4542-19)
Titre III : Bâtiment et génie civil (Articles R4532-1 à R4535-10)
Chapitre IV : Prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux (Articles R4534-1 à R4534-156)
Section 16 : Mesures d'hygiène. (Articles R4534-137 à R4534-145)

Article R4534-137

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

Sous réserve de l'observation des dispositions correspondantes prévues par la présente section, il peut être dérogé, dans les chantiers dont la durée n'excède pas quatre mois, aux obligations relatives :

- 1° Aux installations sanitaires, prévues par les articles R. 4228-2 à R. 4228-7 et R. 4228-10 à R. 4228-18;
- 2° A la restauration, prévues par les articles R. 4228-22 à R. 4228-25.

Article R4534-138

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

Les locaux de travail fermés qui appartiennent, sont loués ou sont gérés par les entreprises chargées des travaux ainsi que ceux mis à la disposition de ces entreprises sur les chantiers soumis à l'obligation de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, répondent aux dispositions suivantes :

- 1° Règles d'aération et d'assainissement prévues aux articles R. 4222-1 à R. 4222-17 et R. 4222-20 à R. 4222-22 ;
- 2° Règles relatives à l'ambiance thermique, au froid et aux intempéries prévues aux articles R. 4223-13 et R. 4223-15 ;
- 3° Règles relatives à la sécurité des lieux de travail prévues par les R. 4224-2 à R. 4224-18 ;
- 4° Règles relatives à l'aménagement des lieux de travail prévues à l'article R. 4225-5.

Article R4534-139

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

L'employeur met à la disposition des travailleurs **un local-vestiaire** :

- 1° Convenablement aéré et éclairé, et suffisamment chauffé ;
- 2° **Nettoyé au moins une fois par jour et tenu en état constant de propreté** ;
- 3° Pourvu d'un nombre suffisant de sièges.

Il est interdit d'y entreposer des produits ou matériels dangereux ou salissants ainsi que des matériaux.

Lorsque l'exiguïté du chantier ne permet pas d'équiper le local d'armoires-vestiaires individuelles en nombre suffisant, le local est équipé de patères en nombre suffisant.

Pour les chantiers souterrains, le local est installé au jour.

Article R4534-140

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

Lorsque les installations prévues à l'article R. 4534-139 ne sont pas adaptées à la nature du chantier, des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet peuvent être utilisés pour permettre aux travailleurs d'assurer leur propreté individuelle, de disposer de cabinets d'aisances, de vestiaires et, si possible, de douches à l'abri des intempéries.

L'utilisation d'un local en sous-sol est exceptionnelle et n'est tolérée que s'il est possible de le tenir en état constant de propreté, de l'aérer et de l'éclairer convenablement.

Article R4534-141

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

Les employeurs mettent à la disposition des travailleurs une quantité d'eau potable suffisante pour assurer leur propreté individuelle. Lorsqu'il est impossible de mettre en place l'eau courante, un réservoir d'eau potable d'une capacité suffisante est raccordé aux lavabos afin de permettre leur alimentation.

Dans les chantiers mentionnés à l'article R. 4534-137, sont installés des lavabos ou des rampes, si possible à température réglable, à raison d'un orifice pour dix travailleurs.

Des moyens de nettoyage et de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire, sont mis à disposition des travailleurs.

Article R4534-142

Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)

Lorsque des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, **un local réfectoire est mis à leur disposition**.

Ce local répond aux exigences suivantes :

- 1° Il est pourvu de tables et de chaises en nombre suffisant ;
- 2° Il dispose d'au moins un appareil permettant d'assurer le réchauffage ou la cuisson des aliments et d'un garde-manger destiné à protéger les aliments d'une capacité suffisante et, si possible, d'un réfrigérateur ;
- 3° **Il est tenu en parfait état de propreté.**

Nettoyage du chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TCE

Généralités :

Procédure générale :

De même, chaque entreprise est tenue d'enlever, à ses frais, les gravois, déchets, débris, emballages ou autres chutes qui proviennent de l'exécution de ses propres travaux, et de les placer dans les bennes prévues à cet effet.

Entretien de la voirie de chantier :

Le lot Défrichements et déboisements devra assurer l'entretien et le nettoyage de la voirie de chantier pendant la durée de l'opération

Nettoyage des zones de travaux et postes de travail :

Chaque entreprise titulaire de Lot assurera le nettoyage de son chantier, au fur et à mesure de ses travaux et à la fin de son intervention. Il doit veiller à ce que ses sous-traitants maintiennent également le chantier propre.

Nettoyage de fin de chantier :

Le Lot titulaire de la tâche devra le nettoyage soigné en fin d'intervention et en fin de chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des accès par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

6. Circulations piétons et véhicules

Ouverture/fermeture du chantier

Fermeture provisoires des bâtiments et du chantier : lot Défrichements et déboisements

En cas de défaillance de l'entreprise responsable de la fermeture du chantier, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de gardiennage qui sera ensuite refacturé au lot responsable

Cheminements sécurisés piétons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot Défrichements et déboisements

Le Cheminement entre portillon et base-vie doit être sécurisé

Le Cheminement entre base-vie et bâtiments doit être sécurisé

Le Cheminement à l'intérieur des locaux doit être sécurisé

Les remarques suivantes devront apparaître sur le plan d'installation de chantier

Voir le chapitre Électricité complémentaire pour les éclairages des circulations

Généralités :

ACCES AU CANTONNEMENT / CHEMINEMENT CANTONNEMENT:

Nature:

Empierrement des voies de circulation Stable et compact afin d'éviter les risques de chute de plain-pied.

Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien: lot Défrichements et déboisements

SEPARATION PIETONS / VEHICULES

Nature:

- Séparation physique des flux de circulations des véhicules et des piétons.

Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien: lot Défrichements et déboisements

PROTECTION DES ACCES DE CHANTIER

Nature:

- Passerelle de franchissement. Rampe accès sécurisé (Equipement de protection collectif) au bâtiment.

Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien: lot Défrichements et déboisements

CHEMINEMENT SUR CHANTIER:

Nature:

-Repérage visuel de la circulation piétonne. Si on est proximité de la circulation engins, mettre en place une séparation physique;

Maintenir les cheminements praticables en permanence

Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien: lot Défrichements et déboisements

SIGNALISATION:

Nature:

- Signalisation permettant de différencier les flux; Mettre une signalétique pour l'accès de chaque bâtiment

Lot chargé de la mise en œuvre et de l'entretien: lot Défrichements et déboisements

Remarque pour toutes les entreprises:

TRAVAUX DANS LES CIRCULATIONS COMMUNES VERTICALES OU HORIZONTALES:

Intervention en hauteur sur des plateformes sécurisées avec garde-corps et plinthes. Sécurisation du poste de travail.

Sécurisation de la zone d'intervention

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

Accès véhicules – livraisons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot Défrichements et déboisements / T.C.E
Séparation physique des flux de circulations des véhicules et des piétons.

Généralités :

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier sauf si une demande d'arrêt de voirie a été réalisée et acceptée.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail (via un engin de levage de charge, les monte-charge, lifts accompagnés de chantier? ascenseurs mis en service de façon anticipée). Ce roulage sera effectué sur un sol stable compact et circulaire, d'une largeur permettant le croisement aisé.

A la charge de T.C.E

Homme trafic : Lorsque le conducteur d'un camion exécute une manœuvre, notamment de recul, dans des conditions de visibilité insuffisantes, un ou plusieurs travailleurs dirigent le conducteur et avertissent, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule. Les mêmes mesures sont prises lors du déchargement d'une benne de camion.

Homme de manœuvre : Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins. Désignation d'un ou deux responsables de manœuvres chargés du guidage systématique des véhicules accédants au chantier (port du baudrier classe 2 obligatoire). Sera mise au droit du chantier.

Cette prestation sera à la charge de l'entreprise chargée de la mise en œuvre du produit, le personnel requis devra être impérativement présent sur le chantier lors de la livraison.

Avertisseur de manœuvre : Avertisseur sonore sur les véhicules et engins réalisant des manœuvres pour toutes les entreprises.

Places de stationnement

Particularités :

Entreprise titulaire du lot Défrichements et déboisements
Sera défini sur le PIC

Généralités :

En aucun cas les places de stationnement ne devront empiéter sur l'aire de livraison et les zones de stockage.

Zone de stationnement véhicules pour les réunions de chantier (si extérieur) : respect du code de la route.

Les aires de stationnement devront être suffisamment dimensionnées pour accueillir les véhicules de chantier et les engins.

Piste de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : Réalisation/Entretien de la voirie de chantier au lot lot Défrichements et déboisements

Voiries provisoires d'une largeur suffisante pour l'accès à la base vie aux bâtiments et aux zones de stockage.
Empierrement compacté en surface sur toutes les voiries, cheminements et périphérie des bâtiments.

Voir chapitre Nettoyage du chantier pour l'entretien de la voirie de chantier.

Généralités :

La circulation des véhicules est limitée à l'aire de livraison, depuis les portails d'entrée et de sortie de l'emprise.

Toutes les circulations provisoires pour les véhicules et engins, notamment les engins de levage mobiles, seront identifiées et sécurisées par barriérage avant le début de chaque phase de travaux.

Ces circulations devront rester praticable pendant toute la durée de l'opération, un entretien régulier devra être réalisé.

La vitesse des véhicules dans l'enceinte du chantier devra se faire au pas.

Séparation piétons/véhicules : Séparation physique des flux de circulations des véhicules et des piétons.

MANUTENTION AU DESSUS D'UNE VOIE DE CHANTIER:

R.4323-41: Le poste de manœuvre d'un appareil de levage est disposé de telle façon que le conducteur puisse suivre des yeux les manœuvres réalisées par les éléments mobiles de l'appareil. Lorsque le conducteur d'un équipement de travail servant au levage de charges non guidées ne peut observer le trajet entier de la charge ni directement ni par des dispositifs auxiliaires fournissant les informations utiles, un chef de manœuvre, en communication avec le conducteur, aidé le cas échéant par un ou plusieurs travailleurs placés de manière à pouvoir suivre des yeux les éléments mobiles pendant leur déplacement, dirige le conducteur. Des mesures d'organisation sont prises pour éviter des collisions susceptibles de mettre en danger des personnes.

Aire de nettoyage des roues

Particularités :

lot Défrichements et déboisements

AUTRE ENTREPRISE qui salira la voie publique.

Généralités :

Aire de lavage

Une aire de lavage pour les roues des engins et des toupies bétons devra être mise en place et implanté sur le plan d'installation de chantier. L'entreprise devra maintenir la voie publique en état et prévoir le nettoyage systématique lors de dégradation.

7. Stockage

Aires de stockage - magasins

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TCE

L'emplacement sera défini sur le PIC.

Généralités :

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

STOCKAGE DANS LES LOCAUX DES BATIMENTS:

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
 - Aucun stockage de produits dangereux ;
 - Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
 - Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;
- Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

ZONES DE STOCKAGE EXTERIEUR:

Moyen de stockage:

- Stockage délimité par type de matériaux

Implantation:

- Comme défini sur le PIC.

Sécurisation:

- Clôture type Héras ou similaire mise en place en périphérie de ces zones Tous les stockages devront être stables et sécurisés

BOUTEILLE DE GAZ :

Moyen de stockage:

- Les bouteilles de gaz doivent être stockées conformément aux informations de sécurités selon le produit utilisé et recommandation du fournisseur.

Implantation:

- Comme défini sur le PIC. (Il est interdit de stocker à l'intérieure des bâtiments)

Sécurisation:

Ventilation à prévoir si le stockage est réalisé dans un container. Fiche de donnée de sécurité, respecter les consignes de prévention.

Assurer la stabilité de la zone de stockage pour éviter le risque d'écrasement ou de chute d'objet.

STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX (Hors zone bâtiment) :

Moyen de stockage:

Stockage dans local ventilé dans des zones qui seront définis à cet effet.

- Utilisation de bacs de rétention.
- Ne pas stocker de produits incompatibles entre eux.
- Respect des consignes de sécurité.
- Consultation des FDS (à maintenir sur place).

Implantation:

Dans des zones qui seront définis à cette effet et qui devront apparaitre sur le plan d'installation de chantier.

Sécurisation:

Ventilation à prévoir si le stockage est réalisé dans un container.

Se rapporter des fiches de données de sécurité, respecter les consignes de prévention. Le stockage devra être fait dans des zones sécurisées et fermées. Kit anti pollution prévu sur site.

Se rapporté au préconisation technique du fabricant et au PPSPS de l'entreprise.

8. Évacuation des déchets et matériaux

Bennes de chantier

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : lot Défrichements et déboisements

Emplacement : à préciser sur le plan d'installation de chantier

Généralités :

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier, sous grue(s) comme après départ de celle(s)-ci.

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

Interdictions

Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.

Élimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance.

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en Décharge. Publique des gravois de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée.

Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets.

BENNE A ROUE

Localisation:

- Bennes sur roue entre le poste de travail et le point d'évacuation (lift ou ascenseur).

Fréquence de rotation:

- Quotidienne.

Lot en charge de la mise en œuvre et entretien.

- lot Défrichements et déboisements

BENNES AVEC TRI

Localisation:

- Implantation sur le plan d'installation de chantier à proximité de la zone de travaux . (ou selon charte Chantier Vert).

Fréquence de rotation:

Autant de rotation que nécessaire. (ou selon charte Chantier Vert).

Lot en charge de la mise en œuvre et entretien.

- lot Défrichements et déboisements

BENNE COUVERTE

Localisation:

- Implantation sur le plan d'installation de chantier à proximité de la zone de travaux.

Fréquence de rotation:

Autant de rotation que nécessaire.

Lot en charge de la mise en œuvre et entretien.

- lot Défrichements et déboisements

9. Manutention, appro et levage

Grues mobiles

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : lot Défrichements et déboisements

Selon examen d'adéquation.

Pour toutes utilisations d'une grue automotrice, l'entreprise devra s'assurer de la nature du sol et de la charge admissible.

Généralités :

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une grue à tour en fonctionnement n'est pas autorisée sans la mise en place préalable, par l'entreprise introduisant la grue mobile, d'un système anticollision type CAD.42 ou similaire.

La mise en œuvre d'une grue mobile dans le même temps qu'une autre grue mobile déjà présente sur site n'est pas autorisée avant communication au CSPS de la zone de déplacement prévue.

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

POINT DE VIGILANCE:

R.4323-43: Lorsqu'une charge doit être levée simultanément par deux ou plusieurs équipements de travail servant au levage de charges non guidées, un mode opératoire est défini et appliqué pour assurer la bonne coordination des opérateurs et des opérations.

10. Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

- Fouilles :

Des protections collectives devront être mis en partie haute de la fouille. Les talutages seront de 1/1 (pente maximum), des mises en œuvre spécifiques (berlinoises ou autres) seront réalisées en cas d'impossibilité ou suivant autres prescriptions particulières du géotechnicien.

Lot en charge de la mise en œuvre et de l'entretien : lot Défrichements et déboisements

- Tranchées

Toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc.), seront sécurisées par mise en place de garde-corps périphériques ou d'un balisage en retrait d'un mètre du bord de fouille.

Un blindage sera mis en œuvre dès que le terrain le nécessitera, et dans tous les cas au-delà d'1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur.

Lot en charge de la mise en œuvre et de l'entretien : lot Défrichements et déboisements

- Trémies grande dimension :

Mettre une protection collective pour éviter les risques de chute de hauteur et de chute d'objet et de personne. Prévoir un moyen d'accès sécurisé.

Lot en charge de la mise en œuvre et de l'entretien : lot Défrichements et déboisements

Généralités :

Nature des protections collectives

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise de lot Défrichements et déboisements en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le coordonnateur de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants.

L'entreprise de lot Défrichements et déboisements mettra en place les sécurités collectives sur les ouvrages (garde-corps, filets etc. ...). Elles en assurera la maintenance jusqu'à la fin des travaux dans chaque zone où ils se poursuivent ou jusqu'à la mise en place des protections définitives et sans s'opposer à leurs mise en place.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise au démontage temporaire de dispositifs de protection collective. Si un tel démontage est nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires efficaces doivent être prises.

Le travail ne peut être entrepris et effectué sans l'adoption préalable de telles mesures. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protections collectives assurant un niveau de sécurité équivalent, doivent être mis en place pour éviter toute chute de personnes de matériaux ou d'outillages.

Nota : Maintenir les protections collectives fiables et efficaces dans l'espace et dans le temps jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Généralités :

L'attention des entreprises est attirée sur l'avantage présenté par des procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.

Organisation de la sécurité collective :

La coordination indispensable, des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de GROS OEUVRE soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives. Cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Une protection adaptée en collaboration avec les entreprises doit être mise en place.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire de dispositifs de protection collective pour éviter les chutes. Si un enlèvement s'avère nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires efficaces doivent être prises. Le travail ne peut être entrepris et effectués sans l'adoption préalable de telles mesures. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protection collective doivent être mis en place pour éviter les chutes, assurant un niveau de sécurité équivalent. Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires.

L'entreprise de lot Défrichements et déboisements doit installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avère nécessaire jusqu'à la réception de l'ouvrage. Le matériel destiné aux protections collectives doit être adapté, identifié et exclusivement réservé à cet usage. Le P.P.S.P.S de l'entreprise doit préciser le type de matériel proposé.

L'entreprise de lot Défrichements et déboisements a la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à

l'achèvement des travaux. Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre sous lequel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il doit remettre en état les protections collectives.

Dans le cas où la protection en place ne permet pas le travail de l'entreprise, la modification de la protection doit assurer un degré de sécurité équivalent.

Les modifications doivent être soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Chaque corps d'état doit mettre à disposition de son personnel pendant toute la durée du chantier, les moyens et matériels nécessaires pour assurer sa sécurité.

Harmonisation des dispositifs de sécurité :

Pour éviter une dépose anticipée des protections collectives, chaque entreprise TITULAIRE DE LOT doit installer ses différents dispositifs de sécurité (garde-corps, filets, etc.) en tenant compte des méthodes de travail (procédés d'exécution, modes opératoires, matériels utilisés, etc.) ainsi que de l'emplacement des ouvrages réalisés par les autres corps d'état.

Protections contre le bruit

Particularités :

Pour toutes les entreprises

Généralités :

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage etc), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

Mesure de protection collective : barrières acoustiques, plots anti-vibratiles etc ...

Privilégier les outils les moins bruyants.

Eviter toute coactivité avec les autres entreprises

- Utiliser de préférence des véhicules et des équipements insonorisés
- Lors d'une communication, garder un contact visuel avec son interlocuteur
- Se faire confirmer la compréhension des instructions données, par exemple par un langage des signes
- L'utilisation d'équipements de communication radio adaptés à une zone à risque doit être envisagée si nécessaire

11. Spécificités complémentaires

Conditions de travail en cas de fortes chaleurs et canicule

À compléter à l'avancement

12. Secours

Zone de rassemblement

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : Défrichements et déboisements

L'emplacement sera défini sur le PIC et transmis aux différentes entreprises intervenantes.

Généralités :

La zone de rassemblement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux, par le CSPS.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

Trousse de secours

Particularités :

Entreprise concerné par le lot : TCE

Présent dans bureau de chantier et dans chaque véhicule des entreprises

Généralités :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement. Chaque trousse doit être équipée par rapport aux risques des entreprises et contrôlée régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

SST

Particularités :

Toute les entreprises

Généralités :

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour. Autocollant SST sur casque ou vêtement.

Liste à tenir à jour dans le bureau de chantier.

Rappel : 1 SST pour 20 ouvriers

Procédure d'évacuation

Particularités :

Entreprise(s) titulaire(s) du lot : TCE

Généralités :

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été renseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. Le CSPS, l'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

13. Autres sujets

Autres

TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS :

Dangers spécifiques liés à l'environnement du chantier.

Obligations à prendre en compte et à respecter pendant les travaux.

Pendant toute la durée du chantier, l'école continuera de fonctionner pleinement.

Dans ce contexte, le chantier devra donc être organisé d'une part de manière à gêner le moins possible le fonctionnement du site et d'autre part de sorte à respecter les dispositions en matières d'inter chantiers, conformément aux obligations prévues.

En particulier :

L'accès et la sortie des véhicules de secours devront pouvoir être assurés 24h/24 sans gêne.

Les raccordements des installations de chantier se feront sur les réseaux des concessionnaires de réseaux;

Le chantier et ce compris les installations et zones de stockage, ses abords ainsi que les voiries utilisées par les engins devront être maintenus propres et en bon état ;

La gestion logistique et de propreté du chantier et de ses abords devront faire l'objet d'une attention particulière ;

- L'accessibilité PMR devra être maintenue en toute circonstance.

Description générale

Chaque personne intervenant sur site doit être équipé d'EPI adapté à la tâche à réaliser et à l'environnement de chantier.

Exemples de risques:

Plusieurs entreprises interviendront en même temps: liste non exhaustive.

Les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration et mettre les moyens nécessaires pour éviter les risques.

Le planning des tâches à exécuter sera élaboré de sorte à éviter au maximum toute coactivité.

Si nécessaire, chaque entreprise neutralisera sa zone d'intervention.

Toute superposition de tâches est interdite.

Risques chute de hauteur: liste non exhaustive

Tous les équipements de protections doivent être mis en place en sécurité par un personnel formé.

Tous les équipements de protections doivent être contrôlés maintenus conforme, nettoyés et entretenus régulièrement.

Tous les équipements de travaux en hauteur doivent-être réglementaire, conforme et en bonne état (PIRL, échafaudage,...)

Interdiction de travailler dans les zones dépourvues de protections collectives.

Toutes les trémies et ouvertures doivent-être protégées mécaniquement.

Risques de chute de plain pied: liste non exhaustive

Les chutes de plain pied sont souvent consécutives à une glissade ou à une perte d'équilibre.

Les paramètres à prendre en compte pour évaluer le risque de chute par glissade sont l'état des sols au cours de l'intervention, la visibilité dans la zone d'intervention, la technique de travail utilisée.

Les paramètres à prendre compte pour évaluer le risque de chute par perte d'équilibre, sont la nature du travail réalisé, l'encombrement du sol, la fatigue de l'opérateur,....

Laisser les zones de circulations dégagés.

Chaque entreprise nettoie sa zone de travail.

S'assurer que les cheminements de circulation et d'intervention sont bien nettoyés et dégagés.

Placer les tuyaux de telle sorte que la zone de travail soit la plus dégagée possible.

Retirer et ranger les flexibles et/ou câbles qui ne sont pas ou plus nécessaires pour l'opération.

Ranger les outils, matériels et/ou matériaux non utilisés.

Utiliser des chaussures de sécurité à fort pouvoir antidérapant.

Utiliser des produits adaptés pour réduire la glissance du sol avant l'intervention en cas de présence de produits gras ou de verglas.

Bien signaler, repérer et protéger les irrégularités de sols et obstacles et les rendre bien visibles pour les opérateurs.

Les zones de circulation et d'intervention doivent-être éclairées.

Risques liés à la nature des produits (chimiques, incendie, explosion):liste non exhaustive.

Ne mettre en oeuvre que du matériel adapté aux zones à risque d'explosion.

Si présence de produit(s) non attendu(s)/non identifié(s): Suspendre l'intervention et baliser la zone

Pas de coactivité dans les zones points chauds.

Avoir un extincteur pour chaque tâche en point chaud.

D'autres risques liés à l'environnement de la zone de travail et moyens de prévention: liste non exhaustive.

Mise en place tout autour du périmètre de sécurité de panneaux d'interdiction d'accès avec signalisation claire et visible des dangers.

Visite préalable à effectuer pour effectuer la reconnaissance des lieux et déterminer les risques d'interférence.

Etablissement d'un PPSPS écrit reprenant en plus des risques propres, les risques d'interférence mis en évidence et précisant pour

chacun de ces risques les mesures de prévention. Les responsabilités pour la mise en oeuvre de ces mesures ainsi que les principes de coordination sera déterminé dans les pièces marché.

Le planning sera établi de sorte à éviter ou à limiter la coactivité.

TRAVAUX EN FOUILLES ET TRANCHEES :

Ne pas débiter les travaux sans l'établissement d'une déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage.

Respecter les recommandations et consignes stipulées dans le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux.

Une formation spécifique est nécessaire depuis le 1er janvier 2017 pour toute personne qui aura à intervenir à proximité des réseaux enterrés, aériens ou subaquatiques (AIPR).

Utilisation des blindages pour les fouilles de 1,30 m de profondeur et une largeur égale ou inférieure au deux tiers de la profondeur, balisage des zones de fouilles, repérage des réserves existantes et travail à une distance supérieure à 1,5 m.

Utilisation de blindages pour tous les sols instables ou meubles quelque-soit la profondeur.

Dangers spécifiques : Enfouissement, chutes, heurts.

Les talutages seront réalisées suivant autres prescriptions particulières du géotechnicien.

Utilisation de blindages pour tous les sols instables ou meubles quelque-soit la profondeur.

Dangers spécifiques : Enfouissement, chutes, heurts.

Des protections collectives rigides (barrières TP) devront être mises en partie haute de chaque fouille.

Toutes les fouilles ouvertes devront être sécurisées par des barrières TP.

TRAVAUX EN HAUTEUR :

Escabeau et marche pied :

Article R4323-63 /Décret n°2008-244 du 7 mars 2008.

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Utilisation de plateforme élévatrice mobile de personnel (PEMP) et d'engins :

Chaque conducteur d'engins doit être en possession d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur. (Article R4323-55 à Article R4323- 57 du code du travail).

L'employeur doit délivrer une autorisation de conduite à ses collaborateurs pour les types d'engins :

- chariots automoteurs de manutention à conducteur porté,
- grues à tour,
- grues mobiles,
- engins de chantiers télécommandés ou à conducteur porté,
- plates-formes élévatrices mobiles de personnel,
- grues auxiliaires de chargement de véhicules.

Pour toute manœuvre d'engin ou de véhicule lourd ou léger vous devez avoir une personne sur la chaussée pour sécuriser la manœuvre par rapport au piéton et aux voies de circulations.

RISQUE GAZ

Utilisation d'engins ou de pelles manuelles. DICT à jour.

Il sera utilisé des explosimètres portables .Ils devront être talonnés avec le gaz présent (gaz naturel).

S'il est mesuré des concentrations supérieures à 25% de la LIE, toute intervention devra être stoppée .Il sera alors procédé à l'assainissement ou son inertage. Il sera nécessaire de faire descendre la LIE en deçà de 10% dès lors qu'il y aura présence humaine en fond de fouille. L'outillage ainsi que les appareils utilisés devront être dits « Utilisables en atmosphère explosible» Un surveillant qualifié gaz devra être présent pendant les opérations de terrassement Le personnel interviendra sur le réseau de gaz, ou à son voisinage, il est possible de créer une zone ATEX. L'obligation de formation est inscrite aux articles du code du travail.

ENGIN TP:

Soyez vigilant aux dangers présents dans la zone d'évolution (absence de piétons, de lignes électriques, d'obstacles, ...)

- Respectez les panneaux de signalisation s'ils existent.
- En cas d'opérations de levage, vérifiez que personne ne se trouve sous la charge.
- Ne consommez pas d'alcool ou de drogues et n'utilisez pas votre téléphone portable lorsque vous conduisez.
- Ne transportez jamais de passagers sur le marchepied de l'engin.

Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul un poste de travail ou le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 15 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé selon son mode constructif (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la coactivité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

7. Travaux superposés

Les travaux superposés sont à proscrire dans le calendrier de travaux et dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute doit prendre les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous. Chaque cas doit être examiné par le maître d'œuvre d'exécution et le Coordonnateur SPS doit être informé. D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur, les entreprises doivent interdire la circulation du personnel en dessous et à l'aplomb de leurs postes de travail. Cette interdiction d'accès est assurée par la mise en place (et la maintenance) de clôtures fermant la zone. Dans le cas d'impossibilité un auvent de protection est installé.

8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

10. Autres mesures générales

PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS

TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DREETS (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

Cadre du document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité (DHOL)

Partie à remplir par le CSPS

DHOL

Adresse pour accès véhicules au chantier

RN 154 / Du PR 0 au PR 200 (Zone du Rossuliet)

Contraintes horaires et livraisons

Moyens de levage partagés disponibles

Zones tampons de stationnement

Quais de déchargement partagés disponibles

Contraintes particulières du site

Autres sujets liés aux livraisons

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Partie à remplir par l'entreprise

Nom de l'Entreprise	Adresse
Nom du réceptionnaire	Téléphone GSN/mail
Plage horaire de livraison	
Nom du Chef de manœuvre	Téléphone GSN/mail
Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible
Nature du sol de la zone de déchargement	Engin de levage utilisé pour l'opération.
Engins de manutention disponibles pour l'opération	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération
Capacité de levage de la grue de chantier	Surface et charge utile de la recette à matériaux